

## **Pour une politique de la solidarité**

Jean-Claude Ravet

Number 770, January–February 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70801ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this document**

Ravet, J.-C. (2014). Pour une politique de la solidarité. *Relations*, (770), 3–3.

## Pour une politique de la solidarité

Pour illustrer l'expérience inspirante du printemps érable, qui avait réussi à fédérer des forces vives du Québec dans la construction d'un projet politique novateur, j'avais cité cette parole du philosophe tchèque Karel Kosik: «Une petite nation par le nombre cherche sa grandeur et la trouve dans le domaine de la culture et de la morale... La grandeur de cette petite nation tient à son esprit et non pas à sa force apparente» («Pour un projet de société», *Relations*, n° 757, juin 2012).

Il est bon de la rappeler, mais cette fois comme une mise en garde au moment où le gouvernement du Québec, par son projet de loi 60, est tenté d'imposer le républicanisme jacobin à la française comme modèle politique québécois. Comme si celui-ci était l'équivalent de la laïcité. Or, un tel acte politique relève de la fondation d'une nation et ne peut émaner d'en haut, passant outre un processus

gouvernement n'arrive qu'à semer profondément la division au sein de la société québécoise: chez les indépendantistes, chez les féministes et chez les tenants de la laïcité, à gauche comme à droite. Sans parler du clivage qu'elle creuse entre la région métropolitaine et les autres régions du Québec. Si le gouvernement ne s'en rend pas compte – toute critique n'aboutissant jusqu'à présent qu'au durcissement de sa position –, ne serait-ce pas parce qu'il est mû avant tout par *la logique d'une idée* qui n'a que faire des gens concrets et de la réalité pour se justifier et se déployer? Nous ne serions plus ici dans le politique comme tel mais dans l'«idéologie» au sens que donnait à ce mot Arendt.

Espérons que la commission parlementaire sur le projet de loi 60 donnera un nouveau souffle au débat et sera l'occasion pour le gouvernement d'un véritable discernement. Car une telle politique de la force ne peut que miner la vie citoyenne, en exacerbant les conflits et en fragilisant les liens sociaux et la protection des minorités. L'impasse dans laquelle elle nous conduit est d'autant plus flagrante que le modèle républicain jacobin – qui sacralise l'État et ses institutions, centralise à outrance et police la citoyenneté – est étranger à la tradition politique du Québec. Celle-ci s'inspire davantage d'une politique de la solidarité, décentralisée, promouvant une vie associative autonome et plurielle. C'est dans cette direction qu'il faut poursuivre, soucieux de favoriser le déploiement de toute la richesse civile et populaire, religieuse et morale, veillant à ne pas réifier les forces constituantes de la société sous des chapes fonctionnelles et procédurales ou encore identitaires. L'État n'a pas à incarner une nation: c'est le rôle de la culture, qu'il doit pour cette raison soutenir avec conviction contre les forces économiques qui cherchent à

dissoudre la société et sur lesquelles s'arc-boutent les fondamentalistes antipolitiques et le repli communautariste tant décrié.

Mais le plus consternant dans cette affaire, c'est que cette manière péquiste de prétendre fonder la laïcité nous détourne de la véritable menace religieuse qui pèse sur la société québécoise comme sur tous les peuples du monde. Une laïcité du XXI<sup>e</sup> siècle devrait pourtant y répondre avec force et détermination. Or, la seule «religion» qui règne en maître au sein de l'État est laissée tranquille. Une religion implacable, sans rêve ni espoir qui, au nom du dieu Argent, «considère l'être humain en lui-même comme un bien de consommation qu'on peut utiliser et ensuite jeter», comme le dénonce le pape François dans sa dernière exhortation. On aura beau croire la laïcité enfin accomplie, nos politiques continueront d'être soumises à ses dogmes et nos politiciens, de célébrer ses rites et de baiser les mains de ses «prêtres».

\* \* \*

L'année 2014 inaugure le passage de *Relations* à 6 numéros qui comporteront dorénavant 48 pages toutes en couleurs. Pour vous, cela signifiera plus de beauté graphique et de temps pour nous lire et, pour nous, plus de temps pour assurer la promotion de la revue dans l'espace public et médiatique afin de mieux la faire connaître. Des changements plus en profondeur sont à l'horizon pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de la revue, en 2016. D'ici là, nous vous souhaitons de continuer avec nous cette belle et nécessaire aventure dans les sentiers toujours à explorer de la pensée critique et de notre humanité.

**JEAN-CLAUDE RAVET**



© Alain Reno

démocratique d'assemblée constituante qui le légitime. C'est ce qui explique que loin d'être le projet rassembleur qu'elle prétend incarner, la «charte de la laïcité» proposée par le